

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)**

Personne publique :

**GCS HOPITAL COMMUN SUD AVEYRON
MILLAU SAINT-AFFRIQUE**

**265, Boulevard Achille Souques
12100 MILLAU**

N° Affaire : 2025gcs-002

Objet de la consultation :

**MARCHE d'études géotechniques de niveau G2 et G4
pour la construction de l'Hôpital Commun Sud-Aveyron Millau Saint-Affrique**

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée ouverte avec publicité et avec négociation en application des articles L. 2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	Objet et durée du marché public	4
1 - 1 -	Objet	4
1 - 2 -	Décomposition du marché public	4
1.2 - 1 -	Tranches	4
1.2 - 2 -	Lots	4
1.2 - 3 -	Phases	4
1 - 3 -	Forme et durée	4
1 - 4 -	Sous-traitance	5
1 - 5 -	Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)	5
1.5 - 1 -	Evolution technologique ou technique	5
1.5 - 2 -	Evolution réglementaire ou législative	5
ARTICLE 2 -	Le respect des principes de la république (laïcité et neutralité)	5
ARTICLE 3 -	Documents contractuels	6
ARTICLE 4 -	Modalités d'exécution - Délais	6
ARTICLE 5 -	Opérations de vérifications-décisions après vérifications	6
5 - 1 -	Vérifications simples	6
5 - 2 -	Décisions après vérifications	6
ARTICLE 6 -	Retenue de garantie	7
ARTICLE 7 -	Modalités de détermination des prix	7
7 - 1 -	Répartition des paiements	7
7 - 2 -	Contenu des prix	7
7 - 3 -	Prix de règlements	7
ARTICLE 8 -	Avance	8
ARTICLE 9 -	Acomptes et paiements partiels définitifs	8
ARTICLE 10 -	Paie ment-établissement de la facture	8
10 - 1 -	Mode de règlement	8
10 - 2 -	Présentation des demandes de paiement	8
10 - 3 -	Intérêts moratoires	9
ARTICLE 11 -	Clauses techniques	10
ARTICLE 12 -	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 13 -	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	10
ARTICLE 14 -	Pénalités	10
14 - 1 -	Pénalités de retard	10
14 - 2 -	Pénalités relatives à la sous-traitance	11
14.2 - 1 -	Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant	11
14.2 - 2 -	Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance	11
14 - 3 -	Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers	11
14.3 - 1 -	Pénalités relatives la déclaration de détachement	11
14.3 - 2 -	Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers	11

14 - 4 -	Pénalités applicables en cas de non-transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail	12
ARTICLE 15 -	<i>Informations techniques - Formation</i>	12
ARTICLE 16 -	<i>Litiges et différends</i>	12
16 - 1 -	Différends	12
16 - 2 -	Attribution de compétence	12
ARTICLE 17 -	<i>Résiliation et exécution par défaut</i>	12
17 - 1 -	Résiliation	12
17 - 2 -	Exécution par défaut	13
ARTICLE 18 -	<i>Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire</i>	13
ARTICLE 19 -	<i>Imprévision et circonstances imprévisibles</i>	14
19 - 1 -	Obligation d'information	14
19 - 2 -	La suspension du marché	14
19 - 3 -	Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché	15
19 - 4 -	Prolongation du marché	15
ARTICLE 20 -	<i>Obligations du titulaire</i>	16
20 - 1 -	Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion	16
20 - 2 -	Modification des données administratives (clause de réexamen)	16
ARTICLE 21 -	CONFLITS D'INTERET	17
ARTICLE 22 -	<i>Dématérialisation de l'exécution des marchés</i>	17
ARTICLE 23 -	<i>Dérogations aux documents généraux</i>	17

1 - 1 - Objet

Le marché porte sur des études géotechniques de niveau G2 AVP, G2 PRO (phase optionnelle) et G4 (phase optionnelle) pour la construction de l'Hôpital Commun Sud-Aveyron Millau Saint-Affrique.

Le futur l'hôpital commun Sud Aveyron Millau – Saint-Affrique comportera 161 lits et places MCO, plateau technique (urgences, UHCD, imagerie, consultations-explorations fonctionnelles, USC, bloc opératoire, bloc obstétrical...) et plateau médico-technique-fonctions supports (laboratoires, stérilisation, pharmacie, administration, cuisine, magasins généraux...) associés.

Les prestations objet du présent marché sont, au sens de la norme NF P94-500 du 30 novembre 2013 :

- Des études de niveau G2 AVP
- Des études de niveau G2 PRO (phase optionnelle)
- Des études de niveau G4 (phase optionnelle)

1 - 2 - Décomposition du marché public

1.2 - 1 - Tranches

Le marché comporte :

- Une tranche ferme : mission G2 AVP
- Deux tranches optionnelles :
 - G2 PRO
 - G4

L'exercice des deux tranches optionnelles sera conclu selon les dispositions prévues aux articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique

1.2 - 2 - Lots

Le marché public est à lot unique.

1.2 - 3 - Phases

Sans objet

1 - 3 - Forme et durée

La consultation aboutira à un marché.

Le marché sera conclu pour la durée de la réalisation des prestations objet du marché.

La durée estimée est de :

- 1,5 mois pour la phase G2 AVP
- 1,5 mois pour la phase G2 PRO
- 6 mois pour la phase G4

La durée contractuelle de réalisation des phases G2 AVP et G2 PRO sera définie par l'acte d'engagement.

La durée de réalisation de la phase G4 sera établie lors de l'affermissement de la tranche optionnelle correspondante au regard du planning prévisionnel d'exécution des travaux.

1 - 4 - Sous-traitance

Le titulaire d'un marché public de services comportant des prestations de service de services est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC. Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur). Il renseignera notamment le cadre I relatif aux capacités du sous-traitant et joindra en annexe les capacités économiques et financières et/ou les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant. En outre, le titulaire du marché doit transmettre les attestations qui justifient que le sous-traitant ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

1 - 5 - Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)

1.5 - 1 - Evolution technologique ou technique

En cas d'évolution technologique, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses en cours d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du GCS Hôpital Commun Sud Aveyron de modifier ou remplacer les fournitures ou services objets du marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, l'administration se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 34 du CCAG-PI.

1.5 - 2 - Evolution réglementaire ou législative

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier et/ou sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

L'acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application des articles L. 2194-11^o et R. 2194-1 du code de la commande publique. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

Ce changement fera l'objet de modifications de marchés publics.

ARTICLE 2 - LE RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE (LAÏCITE ET NEUTRALITE)

Sans objet

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG :

- l'acte d'engagement
- le cahier des clauses administratives particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et son annexe : L'annexe « obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers » ;
- le cahier des clauses particulières (et son annexe cahier des charges) dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles
- les données de site communiquées au stade de l'appel à la concurrence
- l'offre technique du titulaire (planning, mémoire technique)
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché public ;
- La lettre d'engagement (signée par le candidat) ;
- L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » complétée et signée.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG PI, seul l'acte d'engagement et ses annexes font l'objet d'une notification au titulaire.

NOTA : Tout document interne à la société non listé dans la liste des pièces contractuelles (tel que les conditions générales de ventes par exemple) est réputé nul en ce qu'il contrevient aux dispositions ci-dessus. Tout ajout d'éléments contraires aux dispositions de ces dernières au sein d'un de ces documents est interdit et pourra entraîner le rejet de l'offre pour irrégularité.

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION - DELAIS

Les délais seront comptabilisés depuis la date de l'ordre de service de démarrage de la tranche.
La date prévisionnelle de commencement des prestations est :

- G2 AVP : 06 octobre 2025
- G2 PRO : janvier 2026
- G4 : second trimestre 2027

ARTICLE 5 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS-DECISIONS APRES VERIFICATIONS

5 - 1 - Vérifications simples

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la remise des prestations dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG PI.

5 - 2 - Décisions après vérifications

Ces opérations de vérification sont effectuées conformément aux conditions prévues à l'article 29 du CCAG PI.

Conformément à l'article 29-4-1 du CCAG –PI, lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses

observations.

Conformément à l'article 29.4.2 du CCAG PI, en cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

ARTICLE 6 - RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 7 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

7 - 1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au mandataire, et à ses cotraitants.

En cas de sous-traitance le montant des sommes à payer au sous-traitant est indiqué dans le formulaire de déclaration de sous-traitance.

7 - 2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux mesures de protection sanitaire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions de droits et taxes frappant obligatoirement la prestation intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres, le prix TTC serait modifié en conséquence, le prix hors taxe restant en tout état de cause inchangé.

Le marché public est traité à prix forfaitaire.

7 - 3 - Prix de règlements

La rémunération intervient comme suit :

Le marché public est conclu à prix révisables (clause de réexamen),

- Prix révisés par formule paramétrique :

Les prix des prestations sont révisables à la date anniversaire de la notification du marché public selon la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \cdot (0.15 + 0.85 I/I_0)$$

Dans laquelle les paramètres I_0 et I sont les valeurs prises respectivement au mois zéro (mois de remise des offres) et au mois de la date d'anniversaire de notification (dernier indice connu à cette date) de l'index de référence I (ING) et P représente le prix révisé et P_0 représente le prix initial.

L'indice retenu est : ING (ingénierie)

Les valeurs de l'indice I sont celles qui sont publiées sur le site suivant : INSEE

Il est précisé que la clause de variation de prix mentionnée ci-dessus n'a qu'un caractère provisoire et qu'elle pourra être modifiée dans le cas où la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de L'Economie et des Finances publierait des directives applicables en la matière.

Les calculs du prix seront effectués avec deux décimales.

ARTICLE 8 - AVANCE

Le titulaire et son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R.2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Les modalités de versement de l'avance sont les suivantes : le montant de l'avance sera réglé en totalité dans un délai de 50 jours maximum à compter de la notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage, et au plus tard, avant le paiement du premier acompte.

ARTICLE 9 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L 2191-4 et R 2191-20 à 29 du code de la commande publique

ARTICLE 10 - PAIEMENT-ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

10 - 1 - Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique.

10 - 2 - Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI et selon les modalités définies ci-dessous.

1/ Facture électronique



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

2/ Dépôt de la facture électronique :



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »
(<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur

réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement GEF ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail, en application de l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique.

Ce courrier d'information vaudra suspension du délai de paiement.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Clause de réexamen

Il est précisé que les présentations des demandes de paiement peuvent être modifiées en cours d'exécution de marché public en ce qui concerne :

- les mentions obligatoires

Le titulaire sera informé de ces modifications par l'acheteur par courrier

10 - 3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, en application des dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique :

- Des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai
- Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique :

le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,

Conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 11 - CLAUSES TECHNIQUES

Les dispositions techniques figurent au Cahier des Charges.

ARTICLE 12 - ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue de chaque phase d'intervention du prestataire définie à l'article 1.2.1 du présent CCAP.

ARTICLE 13 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché public est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 14 - PENALITES

14 - 1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par rapport à la date d'exécution qui figure dans le bon de commande ou par rapport au planning, l'acheteur informe le titulaire du montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, du ou des retards concernés et invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités pour retard s'appliquent à hauteur de 200 € nets par jour calendaire de retard par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-PI.

En application des dispositions de l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 25 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités.

Autres pénalités :

En cas d'absence à une réunion ou à une visite pour laquelle le titulaire a été dûment convoqué, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 200 € nets. La pénalité s'applique sans mise en demeure préalable, sur simple constat de l'absence.

14 - 2 - Pénalités relatives à la sous-traitance

14.2 - 1 - Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat de l'acheteur.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par l'acheteur. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 1500 euros par jour calendaire de non-régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

L'acheteur interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par l'acheteur.

14.2 - 2 - Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur, du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles, à l'acheteur, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 1500 euros. Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 39 du CCAG PI.

14 - 3 - Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers

14.3 - 1 - Pénalités relatives la déclaration de détachement

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat de l'acheteur.

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur, de l'accusé de réception de la déclaration de détachement expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 1 500 euros.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 39 du CCAG PI.

14.3 - 2 - Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers

Tout manquement aux obligations en matière de détachement de salariés étrangers sera sanctionné par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat de l'acheteur.

14 - 4 - Pénalités applicables en cas de non-transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail

Le défaut de communication, à la notification du marché ou en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail telle que mentionnée à l'article 20 du présent CCAP expose le titulaire à une pénalité journalière de 1 500 euros.

ARTICLE 15 - INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION

Sans objet.

ARTICLE 16 - LITIGES ET DIFFERENDS

16 - 1 - Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché conformément à l'article 43 du CCAG PI.

16 - 2 - Attribution de compétence

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

ARTICLE 17 - RESILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT

17 - 1 - Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public en application des dispositions des articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Le marché public doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché public à ses torts. Les services compétents du GCS sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-PI ainsi qu'en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, le marché public pour tout motif d'intérêt général, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public hospitalier et à des conditions financières moins onéreuses (achats groupés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, rejet des fournitures, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes, lorsque la poursuite de l'exécution des prestations implique une modification substantielle du marché ou supérieure à 50% de son montant initial).

Conformément aux dispositions de l'article 41.5 du CCAG PI, la notification du décompte par l'acheteur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché. Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 3 du CCAG PI.

Si, lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire est dans l'impossibilité totale d'exécuter le contrat, l'acheteur pourra prendre une décision de résiliation en vertu de l'article L.2195-2 du Code de la commande publique. Dans ce cadre, le titulaire sera indemnisé sur justification des dépenses engagées directement imputables à l'exécution des prestations non réalisées ou annulée du fait de cet événement. L'indemnité ne couvrira pas le manque à gagner.

17 - 2 - Exécution par défaut

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire, conformément à l'article 27 du CCAG-PI.

ARTICLE 18 - SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au GCS. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Incidence d'une circonstance imprévisible et extérieure aux parties sur la poursuite du contrat

19 - 1 - Obligation d'information

En cas de circonstances imprévisibles telles que mentionnées à l'article 24 du CCAG PI rencontrées en cours d'exécution du marché, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à ces circonstances

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact des circonstances sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à ces circonstances.

Modalités de poursuite du marché (clause de réexamen)

Afin de tenir compte des difficultés liées à cette circonstance imprévisible, les parties pourront convenir par voie de modification de marchés des modalités d'adaptation d'exécution du marché aux conditions économiques et techniques des matériaux, matières premières et de l'énergie strictement nécessaires pour faire face aux circonstances imprévisibles.

Ces modifications pourront porter, par exemple, sur la substitution de matériaux, la modification de programme, la modification des délais d'exécution ou du phasage mais ne pourront en aucun cas aboutir à un changement de la nature globale du marché

Aux fins de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution technico-financières du marché, le titulaire devra, dans les plus brefs délais suivant la survenance de l'événement, transmettre un mémoire à l'acheteur justifiant la hausse des prix et/ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique et initial du contrat.

Il est précisé que le réexamen du marché est circonscrit aux conséquences de la circonstance imprévisible et ne pourra être déclenché que si les conséquences de l'événement entraînent une hausse conséquence.

19 - 2 - La suspension du marché

Au regard du principe de continuité du service public de l'article L6 2° du Code de la commande publique, et en cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de ces circonstances imprévisibles, l'acheteur peut décider de suspendre son exécution.

En application de l'article 24 du CCAG PI, lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG PI.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de l'impossibilité dans le respect des règles de la commande publique

en vigueur au moment de cet événement. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

19 - 3 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché

En cas de poursuite d'exécution du marché, le titulaire du marché pourrait solliciter une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision qui ne sera possible que s'il est démontré que l'événement était imprévisible dans son ampleur et qu'il a provoqué un déficit d'exploitation tel que l'économie générale du contrat en soit bouleversée.

La hausse des coûts ou la baisse de sa rémunération doit dépasser la marge qu'il devait anticiper comme constituant un risque normal ainsi que les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation du marché.

Etant entendu que la seule diminution de son profit ou un simple manque à gagner ne saurait faire l'objet d'une indemnisation et que l'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi par le cocontractant de l'administration. Ce dernier doit en effet prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat. Il est rappelé que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de cette demande d'indemnisation, il appartient au titulaire d'apporter tous les justificatifs nécessaires permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite de l'exécution de son marché dans les conditions de l'offre initiale malgré les modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'événement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'événement imprévisible., et notamment la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

En tout état de cause, aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur et le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés ou que l'indemnisation n'a pas été acceptée.

19 - 4 - Prolongation du marché

Si le présent marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'événement, il pourra être prolongé par voie de modification de marché, au-delà de la durée prévue au présent CCAP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

20 - 1 - Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion

Conformément à l'article R 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire devra fournir à l'acheteur, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5.

Le titulaire devra également fournir au GCS Hôpital Commun Sud Aveyron ces pièces pour son ou ses sous-traitants.

En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

20 - 2 - Modification des données administratives (clause de réexamen)

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public à l'adresse suivante :

GCS HOPITAL COMMUN SUD AVEYRON MILLAU SAINT-AFFRIQUE

Secrétariat de Direction

265 Boulevard Achille Souques

12100 MILLAU CEDEX

et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si l'acheteur l'autorise, il modifiera le marché public.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

En outre, conformément à l'article 9 du CCAG PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 18.3 du CCAG PI : Si le titulaire contrevient à ces prescriptions, l'acheteur peut contracter à sa place, cinq jours après une mise en demeure restée sans effet, la ou les polices d'assurance nécessaires.

Le montant des primes d'assurances est alors retenu sur les sommes dues au titulaire au titre du marché.

ARTICLE 21 - CONFLITS D'INTERET

Dans un objectif de lutte contre d'éventuels conflits d'intérêt, le GCS Hôpital Commun souhaite s'assurer de la totale indépendance du prestataire avec d'éventuels candidats à la mission de maîtrise d'œuvre. Il est donc demandé une attestation, dans laquelle l'OPC atteste qu'il n'a pas de lien capitalistique, ni professionnel, avec les entreprises du secteur.

Cette attestation est à remettre dès la candidature et pourra être redemandée en cours de marché.

A défaut de transmission de cette attestation ou en l'absence d'indépendance, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché.

ARTICLE 22 - DEMATERIALISATION DE L'EXECUTION DES MARCHES

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Conformément à l'article 3 du CCAG PI, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 23 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 34 du CCAG PI par l'article 1.5.1 du CCAP.

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI par l'article 3 du CCAP.

Dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG PI par l'article 3 du CCAP.

Dérogation à l'article 2 du CCAG PI par l'article 4.2 du CCAP.

Dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI par l'article 5.1 du CCAP.

Dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI par l'article 14.1 du CCAP.

Dérogation à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI par l'article 14.1 du CCAP.

Dérogation à l'article 40 du CCAG PI par l'article 17.1 du CCAP.